

UNE PREMIÈRE MOBILISATION RÉUSSIE POUR LES SALAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE !

Le 29 septembre l'intersyndicale de la fonction publique appelait à la grève, en particulier pour revendiquer l'augmentation des salaires.

Depuis des années les budgets d'austérité mettent à mal les services publics et gèlent le point d'indice qui permet de calculer les salaires des agent-es. Nous le dénonçons souvent, mais peut-être que nous n'en détaillons pas assez les impacts. Pour convaincre vos collègues de l'injustice subie il faut aller dans le détail.

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des non-titulaire s'effondre du fait notamment du gel pluriannuel de la valeur du point d'indice, de l'arrêt du versement de la GIPA ou encore du jour de carence et de la baisse de 10 % de la rémunération versée aux agent-es qui sont en congé maladie ordinaire...

En 25 ans, le point d'indice a perdu de l'ordre de 30 % de sa valeur. La smicardisation frappe comme jamais la fonction publique !

Pour être au niveau du Smic, 862 000 agent-es publics perçoivent désormais une indemnité différentielle depuis le 1^{er} juin 2026 (dernière revalorisation

du SMIC). Elles et ils étaient 356 000 avant cette date. Cela démontre le décrochage de nos salaires par rapport à l'inflation ! Les illustrations de cet article vous permettent de voir l'ampleur des pertes tous les mois.



Vous pouvez aussi utiliser le simulateur en ligne



La difficulté pour convaincre nos collègues de se mettre en grève c'est de démontrer qu'il y a de l'argent dans ce pays pour augmenter nos salaires. Les 500 plus grandes fortunes françaises sont passées d'environ 200 milliards d'euros en 2010 à... 1 200 milliards en 2025 ! Les grandes entreprises font leur loi : 211 milliards d'euros d'aides publiques sont versés chaque année aux entreprises, sans contrôle ni contreparties sur les salaires, l'emploi ou l'investissement.

On nous parle de dette de l'État en agitant le chiffre d'une augmentation de 5 000 € / seconde, mais les 211 mil-



liards d'aides aux entreprises coûtent 6 700 € / seconde. De l'argent il y en a : le PIB continue de croître et le problème ne vient pas des dépenses sociales, utiles, mais des recettes dont on se prive avec les cadeaux aux plus fortunés et aux grandes entreprises !

Le 29 septembre était une première étape ! Avec nos collègues, dénonçons nos salaires qui sont au plus bas et faisons-nous entendre par le gouvernement qui présentera bientôt son budget pour 2027.

